



## Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien *Un an après, trop peu d'objectifs énoncés ont été réalisés*

*Un an après la Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien, malgré l'engagement international et principalement français, la population des Territoires palestiniens connaît, en raison de la politique israélienne, une dégradation sans précédent de ses conditions de vie. Le « changement radical de la situation sur le terrain » souhaité par Nicolas Sarkozy, il y a un an, ne s'est toujours pas produit. Les associations réunies au sein de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine appellent la France, au sein de l'UE, à faire pression sur Israël afin que soient appliqués les engagements pris lors de la conférence de Paris et à se mobiliser plus fermement en faveur de la levée de la politique de bouclage des Territoires palestiniens.*

La Conférence de Paris représentait un espoir important pour la formation d'un Etat palestinien. Nicolas Sarkozy avait alors mis en avant les facteurs de réussite de cette aide : retrait israélien de la Cisjordanie, gel complet et immédiat de la colonisation, levée des restrictions israéliennes, réouverture des points de passage de et vers la bande de Gaza. La Banque mondiale avait prévenu avant la conférence : l'application du plan de réformes et de développement de l'Autorité palestinienne ne sera possible sans « la levée des restrictions sur les biens et les personnes qui affectent la Cisjordanie et la bande de Gaza ».

Malgré cette mise en garde, la colonisation et le bouclage des Territoires palestiniens n'ont cessé de se renforcer. 630 barrages militaires quadrillent la Cisjordanie et plus de 200 colonies privent les Palestiniens de leur territoire. Le nombre d'appel d'offre pour la construction de nouveaux logements dans ces colonies a augmenté de 550 % depuis décembre 2007, principalement à Jérusalem. Enfin dans la bande de Gaza, les habitants connaissent, en raison des restrictions israéliennes, « la pire crise humanitaire depuis 1967 »<sup>1</sup>.

La politique israélienne compromet ainsi toute possibilité de développement des Territoires palestiniens. Ce qui pose la question inévitable des solutions futures pour relancer l'idée d'un État palestinien souverain, principalement de celle d'une solution économique à un problème fondamentalement politique, dont le règlement passe notamment par une intervention concrète de l'UE auprès d'Israël.

Or, le 8 décembre 2008, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé d'accélérer le processus de rehaussement des relations avec Israël, sous l'impulsion du gouvernement français. Cette revalorisation, dans le contexte actuel et sans contrepartie, ne peut être considérée que comme une prime à la violation du droit international et des principes fondateurs de l'UE.

Afin d'éviter l'échec de la Conférence de Paris, l'UE doit dans l'immédiat se mobiliser plus fermement et concrètement en faveur de la levée du blocus de la bande de Gaza et de la politique de bouclage des Territoires palestiniens. De façon générale, elle doit exercer la pression politique, diplomatique ou économique nécessaire sur Israël. Toute amélioration des relations avec Israël doit ainsi être subordonnée au respect et à l'application par Israël des principes fondateurs de l'UE, nécessaire à un accord de paix avec les Palestiniens : à savoir le respect du droit international et des droits de l'Homme tels qu'exprimés dans le cadre de l'accord d'association. Il en va du développement des Territoires palestiniens et d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

<sup>1</sup> The Gaza Strip: A Humanitarian Implosion. - A joint agency report - February 2008